

( 2 )

(N° 7.)

---

## SÉNAT DE BELGIQUE

---

RÉUNION DU 28 DÉCEMBRE 1932.

---

**Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer l'équilibre du Budget et le fonctionnement du service des recettes et des dépenses.**

*(Voir les nos 8, 9 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 27 et 28 décembre 1932 et le n° 6 du Sénat.)*

---

Présents : MM. le baron DE MÉVIUS, président; BOLOGNE, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DE CLERCQ (Joseph), FRANÇOIS, HUYSMANS (Armand), INGENBLEEK, LABOULLE, MULLIE, PHILIPS et PIERLOT, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le temps a manqué à votre Commission, comme il manquera au Sénat, pour se livrer à une discussion approfondie de cet important projet de loi.

La cause en est dans les circonstances qui ont amené l'ouverture de la session parlementaire à la veille d'une nouvelle année budgétaire, ainsi que dans l'urgence des mesures de redressement financier que le Gouvernement a estimé devoir proposer aussitôt les Chambres constituées.

Sous peine d'interrompre le fonctionnement du service des recettes et des dépenses de l'État, le projet doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1933, être publié au *Moniteur* au plus tard le 31 décembre et il n'est donc pas possible d'en différer le vote.

Votre Commission a tenu, cependant, à faire, du projet, un examen aussi complet que les circonstances le permettaient. Cette étude a été facilitée par la présence, à la réunion de la Commission, de M. le Ministre des Finances, qui a bien voulu fournir aux membres présents toutes explications utiles sur l'économie du projet.

\* \* \*

L'Exposé des Motifs accuse une rupture de l'équilibre budgétaire due, en partie, à des causes momentanées, au premier rang desquelles il faut placer la diminution de recettes consécutive à la crise économique que nous traversons et la cessation des versements de l'Allemagne au titre de réparations.

Mais ce serait se faire illusion que de ne pas reconnaître aussi, à l'origine de ces difficultés, des causes permanentes. Ce sont elles, surtout, qui doivent

retenir notre attention. Les Gouvernements qui se sont succédé depuis la guerre ont montré une propension marquée à la dépense. Ils se sont, de l'un à l'autre, rejeté la responsabilité. De même, ils ont cherché à l'imputer aux Chambres, tandis que celles-ci se défendaient de tout reproche et ces discussions ont, plus d'une fois, occupé les séances du Sénat consacrées à l'examen du budget des Finances. La continuité de cette tendance à l'exagération des dépenses, quels que soient les hommes qui se succèdent au Gouvernement, montre suffisamment que l'on se trouve en présence d'un mal plus profond que ne le seraient des erreurs individuelles. Il est la résultante d'un ensemble de forces politiques dont le Gouvernement, quel qu'il soit, subit presque fatalement l'impulsion. Chaque régime a ses défauts comme ses avantages. Au temps du suffrage censitaire, les Chambres étaient hostiles à tout accroissement des charges publiques et, par voie de répercussion, les Gouvernements étaient ménagers des deniers de l'État. Cet esprit d'économie n'était pas toujours exempt d'exagération et, souvent, il confinait à l'avarice. Les Chambres issues du suffrage universel sont caractérisées par une grande générosité, mais on peut, sans trop médire d'elles, reconnaître que la tentation à laquelle elles sont exposées, est la prodigalité.

Le Sénat n'en voudra pas au rapporteur de la Commission de s'être permis ces quelques réflexions qui, peut-être, traduisent plutôt son sentiment personnel qu'elles n'engagent l'opinion de la Commission elle-même. Elles sont inspirées non par une pensée d'hostilité à l'égard de l'extension du droit de suffrage et du régime démocratique, mais plutôt par la persuasion que, pour en conserver les avantages, il faut savoir en regarder en face les inconvénients, afin d'y porter remède.

Ce n'est pas se poser en ennemi de nos institutions parlementaires que de souhaiter les voir se réformer elles-mêmes, à défaut de quoi il est à craindre que la réforme vienne de l'extérieur, sous la pression des nécessités, et qu'elle dépasse le but.

S'il venait à se prolonger, le déséquilibre des finances mettrait en péril le patrimoine et le crédit de l'État; il ne tarderait pas à compromettre la bonne marche des services publics; il aurait raison, à la longue, de la solidité de notre monnaie dont la bonne tenue est un sujet de réconfort dans les difficultés présentes. Le Gouvernement, ainsi qu'il l'annonce, une fois de plus, dans l'Exposé des Motifs du projet, est décidé à maintenir intacte, coûte que coûte, la valeur du franc belge.

L'un des caractères les plus accentués de la crise budgétaire actuelle est la situation fâcheuse de la trésorerie due, en grande partie, à la rentrée trop lente des recettes et, en particulier, des contributions directes. Des mesures immédiates et énergiques s'imposent pour donner, à ce point de vue, plus de liberté d'action au Gouvernement en reconstituant, fût-ce par des procédés temporaires, un fonds de roulement qui, en attendant le retour à l'équilibre budgétaire, écarte le souci accablant du lendemain.

Ce résultat ne pourrait être acheté trop cher, car il y va du maintien de ce qu'il y a d'essentiel dans nos institutions et, pour ainsi dire, de la conservation de l'État. En laissant l'État sous la dépendance immédiate et continue des institutions privées, dispensatrices du crédit, on porterait une atteinte mortelle à son pouvoir et l'on s'exposerait à voir, peu à peu, glisser son autorité entre les mains de ceux qui ne sont point qualifiés pour l'exercer. En même temps s'évanouirait ou deviendrait illusoire la notion de responsabilité qui, dans notre droit public, héritier en cela des plus anciennes traditions nationales, est insé-

parable de l'idée de pouvoir. Le danger n'apparaît pas moins grand si l'on considère que, dans l'ordre des relations internationales, l'indépendance du pays, la parfaite liberté de ses décisions, sont incompatibles avec la prolongation d'un état de besoin qui nous mettrait, en quelque sorte, au jour le jour, à la merci de prêteurs étrangers.

\* \* \*

Vues sous un autre aspect, la crise budgétaire et les difficultés de trésorerie placent le Gouvernement et les Chambres devant des nécessités qui requièrent des mesures exceptionnelles comme celles qui font l'objet du projet de loi actuellement soumis aux délibérations du Sénat.

Les autorisations qui nous sont demandées sont-elles ou non conformes à la règle constitutionnelle? Il faut avouer que le moment serait bien peu propice à une discussion purement juridique de la solution de laquelle on prétendrait faire dépendre l'adoption ou le rejet des mesures de salut public que propose le Gouvernement. Disons plus : pour peu qu'eût tardé encore la réunion des Chambres, on peut se demander si le Gouvernement ne se fût pas trouvé dans la nécessité de se procurer des ressources en dehors de toutes formes légales, en escomptant une ratification que les Chambres n'eussent pu lui refuser mais qui, du point de vue du respect des principes, eût constitué un bien fâcheux précédent.

Tel que le projet actuel se présente, surtout après les modifications qu'y a apportées la Commission de la Chambre, sa légalité constitutionnelle peut et doit être soutenue.

Lors des travaux préparatoires de la loi du 16 juillet 1926, M. Van Dievoet (1) rapporteur du projet à la Chambre et notre regretté collègue, M. Vauthier (2), rapporteur de la loi au Sénat, soutinrent l'opinion que les pouvoirs accordés au Gouvernement par les Chambres en vue de la solution de la crise monétaire ne comportaient aucune délégation législative et que les mesures laissées à la discrétion du Gouvernement n'excédaient pas les limites propres du Pouvoir exécutif.

Si telle était alors la vérité juridique, à plus forte raison le point de vue des deux honorables rapporteurs de la loi de 1926 doit-il être défendu dans le cas présent, l'objet de la présente loi étant plus limité que celui de la loi de 1926.

Aussi bien est-il malaisé de distinguer, *d'après leur objet*, l'action législative de l'action réglementaire. Dans la pratique ordinaire, on voit couramment les Chambres prendre des décisions auxquelles, abstraction faite du pouvoir dont elles émanent, nul n'hésiterait à reconnaître le caractère de mesures d'exécution. La réciproque est vraie et certaines autorités administratives, même locales, statuent sur des questions d'intérêt suffisamment général pour que l'on soit tenté d'y voir le décrètement de règles de droit. Voter les budgets, arrêter les comptes de l'État, procéder à certaines nominations, ce n'est pas légiférer, c'est administrer. Édicter un règlement de police, n'est-ce pas, bien que dans une sphère restreinte, faire œuvre de législateur? « Croit-on, demande M. Louis Wodon (3), que, chez nous, les Chambres ne fassent que de la législation? Elles

---

(1) *Ann. parl. Chambre*, séance du 13 juillet 1926, p. 2177 et suivantes.

(2) *Annales parlementaires Sénat*, séance du 15 juillet 1926, p. 1084.

(3) L. WODON, à propos de la loi dite « Des pleins pouvoirs ». (*Bulletin de l'Académie Royale de Belgique. — Classe des lettres et sciences morales politiques*, 1927, p. 268.)

en font et elles ne font que cela, du moment que l'on convient d'appeler « lois » les décisions qu'elles prennent de commun accord... Mais, pour ce qui est de ce que prévoient les textes mêmes, il y a lieu de reconnaître que le Parlement fait, en forme de lois, bien des choses qui ne sont pas des lois. Par contre, certaines autorités locales..., sont investies du droit de faire de véritables lois. »

Et plus loin, examinant, au point de vue qui nous occupe, la loi du 16 juillet 1926, le même auteur écrit (1) :

« Il ne se fit aucun transfert de pouvoirs du législatif à l'exécutif, aucune délégation de pouvoirs au sens propre du terme et ce pour la bonne raison que le législatif et l'exécutif... ne s'exercent point dans des domaines si bien délimités et si différents les uns des autres qu'il n'y ait, entre eux, aucune zone d'indétermination qui puisse, tout aussi bien, selon les circonstances et selon les points de vue, être considérée comme relevant de l'un aussi bien que de l'autre. Sous la forme d'une suite d'autorisations définies avec précision, c'est-à-dire d'une série d'attributions de compétence, le législateur, en définitive, enjoignit au Gouvernement, sur sa proposition, de procéder à l'assainissement monétaire et au rétablissement de l'équilibre financier... Il était inutile, pour cela, de sortir de la légalité, moins encore de la constitutionnalité; et personne n'y a songé sérieusement un instant, personne, du moins, parmi ceux qui connaissent les ressources de notre droit public et qui savent que le Roi fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois (Constitution, art. 67) et qu'indépendamment des pouvoirs qu'il puise dans la Constitution, il a également ceux que lui attribuent les lois particulières portées en vertu de la Constitution même (Const., art. 78) et la loi dite « des pleins pouvoirs » — expression inexacte puisqu'elle fait, à tort, penser ici à des pouvoirs discrétionnaires illimités — n'a, précisément, été qu'une de ces lois particulières attributives de compétence à l'exécutif, sur des points donnés. »

Fallût-il voir une délégation dans l'attribution au Gouvernement des pouvoirs spéciaux que prévoit le projet de loi, encore n'y aurait-il point là une violation de la Constitution. Cette opinion s'appuie, notamment, sur la jurisprudence de la Cour de Cassation qui a reconnu, à diverses reprises, la validité de délégations données par les Chambres au Roi, pourvu qu'il s'agit non d'une délégation générale — qui constituerait une abdication du pouvoir législatif en faveur de l'exécutif — mais de délégations spéciales, quand bien même elles seraient absolues et comporteraient, sans réticences, la faculté de légiférer dans la mesure exigée par le but que se proposent les Chambres (2).

Tout en voyant dans l'usage du droit de délégation une évolution importante de notre régime constitutionnel, M. Vanden Bossche, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Gand (3), se rallie néanmoins à la jurisprudence de la Cour de Cassation. Faisant application au cas de 1926 des principes posés par les arrêts de cette Cour, à l'occasion des pouvoirs donnés au Roi par la loi du 4 août 1914, cet auteur écrit : « Il est certain que la délégation du 16 juillet (1926) n'est pas générale. Elle est spéciale par son but, qui est de relever le franc et de préparer la stabilisation monétaire; par son objet, dont la détermination résulte de l'énumération des mesures autorisées; enfin, par la fixation du délai dans lequel la délégation devra sortir ses effets... »

(1) WODON, p. 292. (Voir citation ci-dessus.)

(2) Voir, notamment, Cass. 28 avril 1915 (*Pasicr.* 1915-1916, I, 132).

(3) G. VANDEN BOSSCHE : « La loi des pleins pouvoirs et l'avenir du régime parlementaire », (B. J., 1926, col. 577).

Il paraît inutile de souligner que cette citation s'adapte aussi bien — pour le moins — au projet actuel qu'à la loi du 16 juillet 1926.

Lors de la discussion du budget à la Chambre, M. Vandervelde s'exprimait comme suit (1) : « ... Je considère que les mesures de pouvoirs spéciaux que l'on propose sont nettement contraires à la Constitution. On invoque ce qui s'est passé en 1926. On oublie qu'alors le Gouvernement représentait la Chambre presque tout entière. Pendant la guerre aussi, des mesures inconstitutionnelles ont été prises par un gouvernement qui représentait seul le Pays. Mais aujourd'hui nous sommes en présence d'un gouvernement instable, à qui la Chambre n'a fait confiance qu'avec des réserves qui ôtent à cette confiance toute valeur morale... »

On hésite à croire à la parfaite conformité de ce passage de l'analytique avec la déclaration de l'honorable M. Vandervelde. Il semble peu vraisemblable qu'il ait entendu défendre les mesures prises en 1926, tout en leur attribuant le caractère d'une violation de la Constitution. Il n'est pas douteux que M. Vandervelde considère la loi du 16 juillet 1926 comme n'offrant rien de contraire au respect dû au serment constitutionnel, puisqu'il faisait partie du gouvernement qui proposa cette loi aux Chambres. D'autre part, lorsqu'il distingue entre la situation de 1926 et celle d'aujourd'hui, en invoquant une différence dans la composition et le nombre de la majorité, n'est-il pas évident qu'il quitte le domaine juridique et le terrain des principes pour transporter la question sur le terrain des convenances politiques, telles du moins qu'elles lui apparaissent ?

\* \* \*

Venons-en maintenant à l'examen des articles du projet, relatifs à la création de ressources nouvelles et à la réduction de certaines dépenses.

L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> établit « à titre de contribution nationale de crise » et pour l'année 1933 seulement, une taxe spéciale progressive sur la plupart des revenus, mais à l'exclusion, notamment, des revenus des valeurs mobilières et aussi, semble-t-il, de ceux des créances n'ayant pas le caractère de « rentes », cette dernière expression ayant ici la même acception que dans la législation relative aux impôts sur les revenus (voir notamment, art. 25 des lois coordonnées sur la matière).

Il s'agit non d'un impôt cédulaire, pour reprendre la terminologie usitée par nos lois d'impôts sur les revenus, mais d'un impôt personnel de superposition, dont le taux, progressif jusqu'au maximum de 4 p. c., croîtra, suivant une échelle à déterminer, avec l'importance de l'ensemble des revenus considérés, dans le chef du même contribuable.

Un membre de la Commission a demandé dans quelles conditions la contribution dont il s'agit sera appliquée aux revenus immobiliers.

Prendra-t-on pour base de l'impôt le revenu réel ou présumé, comme le faisait la loi du 29 octobre 1919, ou le revenu cadastral, comme le prévoit la législation actuelle en ce qui concerne les immeubles ayant fait l'objet de la revision? M. le Ministre des Finances a répondu — et l'auteur de la question a prié votre rapporteur d'acter cette déclaration — que la taxe sera perçue sur le revenu réel, dont le redevable jouit effectivement en espèces ou en nature.

---

(1) *Compte rendu analytique*, séance du 27 décembre 1932, p. 26.

Il y a lieu de souligner ici que cette base d'imposition serait notablement différente de celle de la contribution foncière. Vu l'importance de la question et pour éviter toute équivoque, il paraît souhaitable que, lors de la discussion en séance publique, ce passage du rapport fasse, de la part de M. le Ministre des Finances, l'objet d'une confirmation ou d'une rectification, suivant que la manière dont sa déclaration a été comprise et résumée répond ou non à ses intentions.

Le même membre a signalé, appuyé en cela par la grande majorité de la Commission, qu'il est désirable de voir, nonobstant toutes conventions contraires, la taxe supportée par le propriétaire et non par le locataire.

M. le Ministre des Finances a donné son adhésion à ce point de vue. La solution résulte d'ailleurs de la nature personnelle de l'impôt qui frappe non l'immeuble mais le redevable directement, en raison d'un ensemble de ressources correspondant aux bases énumérées par la loi.

Le même membre encore a demandé comment l'impôt nouveau sera perçu sur les revenus des propriétés boisées. L'application de la contribution foncière à cette catégorie de revenus immobiliers a, depuis longtemps, donné lieu à controverse, mais la difficulté offre, ici, une importance particulière parce qu'il s'agit non d'un impôt permanent, dont la perception annuelle ou intermittente doit, à la longue, conduire à des résultats équivalents, mais bien d'un impôt temporaire destiné à ne frapper que les revenus d'une année et qu'il serait, par conséquent, peu équitable de percevoir en totalité sur le produit des coupes faites en 1933 et dont la valeur représente le revenu d'une période plus longue dont la durée correspond à l'aménagement des coupes ordinaires. A plus forte raison, la distinction s'impose-t-elle s'il s'agit d'une coupe extraordinaire constituant partiellement une réalisation de capital.

M. le Ministre a répondu que cette question serait mise à l'examen, mais n'était pas susceptible d'être résolue sur le champ.

En ce qui concerne les charges nouvelles prévues au paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> du projet, plusieurs membres ont émis le vœu de voir ménager les successions en ligne directe et de ne voir augmenter le taux des droits grevant cette catégorie d'héritages qu'à titre temporaire et seulement pour la durée qu'exigera la stricte nécessité.

D'autres membres ont demandé que les successions de modeste importance échappent aux droits supplémentaires que prévoit le projet.

Des explications données par M. le Ministre des Finances, il résulte que la mesure envisagée aura un caractère général, sous réserve, cependant, de la progressivité du taux.

Il a été déclaré par le Gouvernement lors de la discussion du projet à la Chambre que la taxe dite « contribution nationale de crise » pourra produire un maximum de 450,000,000 de francs. Les impôts prévus au paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> sont, dans l'ensemble, limités au même chiffre, en vertu du texte de la loi. Le Gouvernement a l'intention de demander aux contribuables un sacrifice de 1,450 millions. La différence entre ce dernier chiffre et la somme de 900 millions, produit total attendu de l'application de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et paragraphe 2 du projet, sera demandée notamment à un certain relèvement des droits de douane et d'accise, mesure en vue de laquelle le Gouvernement estime être déjà suffisamment armé à l'heure actuelle, spécialement par la loi du 10 juin 1920.

A ce sujet, un membre de la Commission a exprimé la crainte de voir exagérer les charges résultant des impôts de consommation. Discutant le principe des pouvoirs du Gouvernement en cette matière, le même membre a émis l'opinion que le Gouvernement ne peut, d'après l'esprit des lois en vigueur, faire usage de ces pouvoirs que dans un but de protection de l'économie nationale, à l'exclusion de tout but fiscal proprement dit. Ce point de vue, faute de temps, n'a pu être discuté et semble, d'ailleurs, très contestable.

L'article 4, qui vise la rémunération de milice, sera applicable dès le 1<sup>er</sup> janvier 1933. Une partie des miliciens déjà sous les armes et qui ont, jusqu'à présent, touché la rémunération, se la verront donc retirer.

Cette mesure sera péniblement ressentie comme portant atteinte à des situations acquises. Le Gouvernement la déclare indispensable.

Dans le même ordre d'idées, l'Exposé des Motifs porte qu'il n'a pas été possible, sous peine de s'exposer à des complications excessives, de distinguer suivant les ressources ou l'état de besoin des miliciens. Sans insister pour une mise au point immédiate des dispositions relatives à la rémunération de milice, il doit être permis de penser que les mesures proposées à ce sujet par le Gouvernement ne constituent pas une solution définitive de la question. Du moment où la rémunération n'est plus payée à tous les miliciens, ni à des catégories entières de ceux-ci, il semble qu'il faille distinguer d'après la situation des intéressés. On concevrait mal que le milicien marié, mais fortuné, touche la rémunération, alors que son camarade célibataire, mais soutien d'une famille dans le besoin ne la touche pas. Beaucoup d'entre nous ont eu l'occasion d'être en rapport avec des jeunes gens effectuant de leur mieux le service militaire, mais souffrant de la misère dans laquelle leur absence laisse leur foyer. Il y aurait lieu, semble-t-il, d'en revenir à la notion ancienne de la « pourvoyance ». Malgré certaines difficultés d'application inévitables, la notion de pourvoyance avait été suffisamment dégagée par la jurisprudence administrative pour éviter, dans la mesure où faire se peut, l'arbitraire.

\* \* \*

Sous les articles 5 et suivants, le projet édicte ou prévoit certaines mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. La plupart de ces dispositions ne sont qu'une adaptation aux circonstances présentes et, notamment, à l'absence des projets de lois budgétaires déposés avant la fin de l'année, des dispositions légales par lesquelles les Chambres ont l'habitude d'ouvrir au Gouvernement les crédits nécessaires avant le vote des budgets et d'assurer la continuité de l'application des lois d'impôts déjà en vigueur, tout en respectant le principe de leur annalité.

\* \* \*

L'article 11 du projet a pour but d'assurer la situation de la Trésorerie en attendant le placement des emprunts déjà autorisés par la loi du 15 septembre 1932. Ces mesures consistent dans des émissions à court terme, limitées au montant des emprunts considérés.

Ces mesures spéciales sont d'autant plus nécessaires que, comme il était rappelé au début de ce rapport, il existe un retard important dans la rentrée des impôts.

\* \* \*

Cette dernière situation a préoccupé votre Commission au point de l'entraîner dans une discussion relative au régime de nos impôts directs et aux moyens susceptibles d'en accélérer la liquidation et la perception. Bien que sortant strictement du cadre du projet soumis au Sénat, cette question touche cependant au même ordre d'idées.

L'article 2 du projet aura pour effet d'accélérer, mais dans une très faible mesure, la perception proprement dite.

Divers membres se sont étonnés de l'importance de l'arriéré. La Commission est d'avis, toutefois, que si les méthodes en vigueur peuvent être perfectionnées, la chose ne dépend pas entièrement de l'Administration, mais suppose certaines réformes organiques.

L'Administration des Finances et, notamment, l'Administration des Contributions directes a fourni, depuis la guerre, un effort méritoire et sans exemple, eu égard, surtout, à la multiplicité des lois votées dans ce domaine, à leur complication, à leurs modifications continuelles.

Il paraît de plus en plus indispensable de simplifier cette législation, de la codifier, de manière à en rendre l'application à la fois plus aisée pour l'Administration et plus claire pour le contribuable.

Un membre a exprimé la crainte qu'une réforme de cette nature ne puisse être considérée comme exclue par la disposition inscrite à l'article 6 du projet. M. le Ministre des Finances a déclaré — et votre rapporteur a été prié d'en prendre acte — que le Gouvernement n'a nullement l'intention d'invoquer cet article pour s'opposer à une revision éventuelle de la législation fiscale.

En attendant une réforme d'ensemble, la Commission a exprimé le vœu que l'Administration envoie aux contribuables, dès le début de l'année, les formules de déclaration; qu'elle procède ensuite dans le plus bref délai, au dépouillement de celles-ci, puis, tout au moins à titre provisoire et sous réserve de vérification, à une taxation conforme à la déclaration et suivie de l'enrôlement et du recouvrement de l'impôt dans les mêmes limites. Ces diverses formalités n'entraînent aucune difficulté particulière puisqu'elles auraient lieu en dehors de toute contestation et même de toute mesure de contrôle, pourraient être rapidement terminées et leur exécution aurait pour effet d'accélérer les rentrées d'une fraction très importante des impôts perçus sur déclarations.

\*  
\* \*

Par 8 voix contre 3, la Commission propose au Sénat l'adoption du projet.

*Le Rapporteur,*  
HUBERT PIERLOT.

*Le Président,*  
Baron DE MÉVIUS.



(2)

(N<sup>o</sup> 7.)

## BELGISCHE SENAAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 28 DECEMBER 1932

**Verslag uit naam van de Commissie van Financiën, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende uitvaardiging van verschillende maatregelen ter verzekering van het begrootingsevenwicht en van de werking van den dienst van ontvangsten en uitgaven.**

*(Zie de n<sup>os</sup> 8, 9 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 27 en 28 December 1932 en n<sup>o</sup> 6 van den Senaat.)*

Aanwezig : de heeren Baron DE MÉVIUS, Voorzitter; BOLOGNE, Graaf DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DE CLERCQ (Joseph), FRANÇOIS, HUYSMANS (Arm.), INGENBLEEK, LABOULLE, MULLIE, PHILIPS en PIERLOT, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De tijd heeft aan uw Commissie ontbroken, zooals hij aan den Senaat zal ontbreken, om dit belangrijk wetsontwerp grondig te onderzoeken.

De oorzaak ligt in de omstandigheden die geleid hebben tot de opening van de parlementaire zitting daags voor een nieuw begrotingsjaar, evenals in de dringende maatregelen van financieel herstel welke de Regeering meende te moeten voorstellen zoodra de Kamers waren samengesteld.

Op gevaar de werking van den dienst der ontvangsten en uitgaven van den Staat te onderbreken, moet het ontwerp van kracht worden op 1 Januari 1933, ten laatste op 31 December in den *Moniteur* bekend gemaakt, en het is derhalve niet mogelijk er de stemming van te verdagen.

Niettemin heeft uw Commissie er aan gehouden het ontwerp zoo volledig te onderzoeken als de omstandigheden het toelieten. Deze studie werd vergemakkelijkt door de aanwezigheid, op de Commissievergadering, van den Minister van Financiën die aan de aanwezige leden al de noodige verklaringen over de economie van het ontwerp heeft willen verleen.

\*  
\* \* \*

De Memorie van Toelichting wijst op een breuk in het begrootingsevenwicht, gedeeltelijk te wijten aan tijdelijke oorzaken en in de eerste plaats aan de, wegens de economische crisis die wij doormaken, verminderde inkomsten en het schorsen der herstelbetalingen vanwege Duitschland.

Men zou zich echter vergissen indien men als oorsprong van deze moeilijkheden ook geen bestendige oorzaken erkende. Vooral aan deze moeten wij onze aandacht wijden. De Regeeringen die elkander, sedert den oorlog, opvolgden

toonden een duidelijke neiging tot uitgeven. Zij wierpen de verantwoordelijkheid op elkander. Zij trachtten ze ook op de Kamers te schuiven, terwijl deze elk verwijt afwezen, en dergelijke besprekingen namen meer dan eens in den Senaat de vergaderingen in beslag die aan het onderzoek van de Begroting van Financiën waren besteed. Het voortduren van deze neiging tot overdreven uitgaven, wie ook de personen waren die elkander in de Regeering opvolgden, toont voldoende aan dat men voor een dieper kwaad staat dan wel persoonlijke vergissingen. Het is een uitvloeisel van een complex van politieke krachten, waarvan elke Regeering, welke zij ook weze, bijna onvermijdelijk den invloed ondergaat. Elk regime heeft zijn gebreken zoowel als zijn voordeelen. Ten tijde van het cijnssstelsel stonden de Kamers vijandig tegenover elke verhooging van de openbare lasten en, bij weerslag, waren de Regeeringen spaarzaam met de Staatsgelden. Deze geest van spaarzaamheid leidde soms tot overdrijvingen en grensde dikwijls aan wrekkigheid. De Kamers door het algemeen stemrecht verkozen, kenmerken zich door een groote edelmoedigheid, doch zonder al te veel kwaad van haar te spreken, mag men erkennen dat de vrijgevigheid een verlokking is waaraan zij blootstaan.

De Senaat zal het den verslaggever van de Commissie niet ten euvel duiden deze enkele beschouwingen te hebben gemaakt die misschien veeleer zijn persoonlijke meening weergeven dan de overtuiging van de Commissie zelf. Zij werden ingegeven niet door een gevoel van verzet tegen de uitbreiding van het stemrecht en van het democratisch regime, doch veeleer door de overtuiging dat het, om er de voordeelen van te behouden, noodig is de bezwaren onder de oogen te zien ten einde ze te verhelpen.

Men stelt zich niet aan als vijand van onze parlementaire instellingen met te wenschen dat zij zichzelf omvormen. Zooniet valt er te vreezen dat de hervorming van buiten come onder den drang der noodwendigheden en dat zij het doel te buiten ga.

Moest deze toestand voortduren, dan zou het onevenwicht der financiën het bezit en het krediet van den Staat in gevaar brengen; het zou niet lang, uitblijven dat de goede gang der openbare diensten wordt in gevaar gebracht en ten slotte zou het gedaan zijn met de stevigheid van onze munt, wier vastheid in de huidige moeilijkheden een reden tot hoop is. De Regeering, zooals zij eens te meer in de Memorie van Toelichting van het ontwerp in het vooruitzicht stelt, is vast besloten te allen prijs de waarde van den Belgischen frank onaangetast te handhaven.

Een der meest uitgesproken kenmerken van de huidige begrotingscrisis is de berooide toestand van de thesaurie, die grootendeels te wijten is aan de al te trage inning der ontvangsten en in het bijzonder der rechtstreeksche belastingen. Onmiddellijke en krachtdadige maatregelen zijn geboden om in dit opzicht aan de Regeering meer vrijheid van actie te geven met, al ware het door tijdelijke middelen, opnieuw een fonds van beschikbare gelden te voorzien dat, in afwachting van den terugkeer tot het begrotingsevenwicht, de drukkende zorg voor de naaste toekomst wegneemt.

Deze uitslag zou niet te duur kunnen betaald worden omdat het gaat om de handhaving van de essentie onzer instellingen en om zoo te zeggen om het behoud van den Staat. Met den Staat onder de rechtstreeksche en bestendige afhankelijkheid van private instellingen te laten, die krediet verstrekken, zou men een doodelijken aanslag plegen op zijn macht en zou men gevaar loopen gaandeweg zijn gezag te zien overgaan in de handen van diegenen die

onbevoegd zijn om het uit te oefenen. Tevens zou het begrip verzwinden of denkbeeldig worden van de verantwoordelijkheid dat, in ons Staatsrecht, overeenkomstig de oudste overleveringen, onscheidbaar is van het begrip gezag. Het gevaar lijkt niet minder groot zoo men nagaat dat, op het stuk van internationale betrekkingen, de onafhankelijkheid van het land, de volledige vrijheid zijner beslissingen, onvereinbaar zijn met de bestendinging van een behoeftigen toestand die ons, in zekeren zin, stilaan aan de willekeur van vreemde geldschieters zou overleveren.

\* \* \*

Van een ander standpunt uit plaatsen de begrootingscrisis en de thesaurie-moeilijkheden de Regeering en de Kamers voor noodwendigheden die uitzonderlijke maatregelen vergen zooals die welke het voorwerp uitmaken van het ons voorgelegde wetsontwerp.

Strooken de ons gevraagde machtigingen al of niet met de Grondwet? Men moet toegeven dat het oogenblik slecht gekozen is voor een zuiver juridische behandeling van de oplossing waarvan men de aanneming of verwerping van de door de Regeering voorgestelde reddingsmiddelen zou willen doen afhangen. Wij gaan zelfs verder : ware de bijeenroeping van de Kamers nog enkele dagen uitgesteld, dan kon men zich afvragen of de Regeering zich niet genoodzaakt had gezien zich middelen aan te schaffen buiten de gewone wettelijke vormen, mits te rekenen op een bekrachtiging die de Kamers haar niet hadden kunnen weigeren, doch wat, ten aanzien van den eerbied voor de beginselen, een hoogst betreuenswaardig precedent hadde uitgemaakt.

Zooals het ontwerp zich thans voordoet en vooral na de wijzigingen daaraan door de Kamer toegebracht, kan en moet zijn grondwettelijkheid worden erkend.

Tijdens de voorbereidende werkzaamheden tot de wet van 16 Juli 1926 betoogden de heeren Van Dievoet (1), verslaggever over het ontwerp in de Kamer en onze betreunde collega Vauthier (2), verslaggever in den Senaat, dat de volmacht aan de Regeering door de Kamers verleend voor de oplossing van de muntcrisis geen overdracht van wetgevende macht betekende en dat de maatregelen overgelaten aan de willekeur van de Regeering de eigenlijke grenzen van de uitvoerende macht niet overschreden.

Was dit toen de juridische waarheid, dan blijkt het standpunt van deze beide geachte verslaggevers over de wet van 1926 des te meer gegrond ten aanzien van het onderhavige wetsontwerp, daar het doel hiervan veel meer begrensd is dan dit der wet van 1926.

Ook is het moeilijk *volgens hun voorwerp* een onderscheid te maken tusschen de wetgevende actie en de reglementaire actie. In de loopende practijk ziet men dagelijks de Kamers beslissingen nemen waarvan, afgezien van de macht waarvan zij uitgaan, niemand aarzelen zal het karakter van uitvoeringsmaatregelen te erkennen. Het omgekeerde is eveneens waar en sommige administratieve overheden, zelfs plaatselijke, doen uitspraak over vraagstukken van voldoende algemeen belang opdat men geneigd mocht zijn daarin uitvaardiging van

---

(1) *Handelingen Kamer*, vergadering van 13 Juli 1926, blz. 2177 en volgende.

(2) *Handelingen Senaat*, vergadering van 15 Juli 1926, blz. 1084.

rechtsregelen te zien. Begrootingen aannemen, Staatsrekeningen afsluiten, sommige benoemingen doen, dat is geen wetgevende doch administratieve arbeid. Een politiereglement uitvaardigen, is zulks, ofschoon in een meer beperkte sfeer, wetgevenden arbeid verrichten? « Meent men, vraagt de heer Louis Wodon (1), dat bij ons de Kamers alleen aan wetgeving doen? Zij doen het en niets anders van het oogenblik dat men het eens is om tot « wetten » te bestempelen de beslissingen die zij in gemeen overleg nemen... Doch wat betreft datgene door de teksten zelf voorzien, dient men te erkennen dat het Parlement onder vorm van wetten vele dingen maakt die geen wetten zijn. Daarentegen zijn sommige plaatselijke overheden... bekleed met het recht echte wetten te maken. »

En verder, waar hij in verband met ons standpunt de wet van 16 Juli 1926 onderzoekt, schrijft dezelfde auteur (2) :

« Er deed zich geen enkele overdracht van macht voor van de Wetgevende op de Uitvoerende Macht, geen overdracht van bevoegdheid in den zuiveren zin van het woord, en dit om de afdoende reden dat de Wetgevende en de Uitvoerende Macht zich niet uiten in zoo duidelijk afgelijnde en zoo van elkaar verschillende gebieden dat er niet tusschen beide een onbepaalde zone zou zijn die niet, volgens de omstandigheden en volgens het standpunt waarop men zich plaatst, zou kunnen beschouwd worden als behoorende zoowel tot de eene als tot de andere. Onder den vorm van een reeks duidelijk bepaalde machtigingen, 't is te zeggen een reeks toekenningen van bevoegdheid, was het ten slotte de wetgever die aan de Regeering op haar voorstel opdracht gaf tot gezondmaking van de munt en herstel van het financieel evenwicht. Derhalve was het niet noodig het gebied der wettelijkheid en nog minder dat der grondwettelijkheid te verlaten; en niemand dacht er een oogenblik ernstig aan, niemand althans onder dezen die de mogelijkheden kennen van ons openbaar recht en die weten dat de Koning de noodige reglementen en besluiten maakt tot uitvoering der wetten (Grondwet, art. 67) en dat hij behalve de macht hem door de Grondwet verleend, ook nog deze heeft die hem is toegekend door de bijzondere wetten gemaakt krachtens de Grondwet zelf (Id., art. 78); de zoogenaamde wet der « volmachten » — een onjuiste uitdrukking vermits zij ten onrechte denken doet aan een onbeperkte discretionaire macht — was juist niets anders dan een van deze bijzondere wetten die, wat betreft bepaalde onderwerpen, bevoegdheid verleenen aan de Uitvoerende Macht. »

Moest men zelfs een volmacht zien in het toekennen aan de Regeering van bijzondere rechten voorzien in het wetsontwerp, dan nog ware aldus de Grondwet niet overtreden. Deze meening steunt onder meer op de rechtspraak van het Hof van Cassatie dat herhaaldelijk de geldigheid heeft erkend van de volmacht door de Kamers aan den Koning verleend, mits het niet een algemeene volmacht gelde, — die een afstand van bevoegdheid van de Wetgevende Macht ten voordeele van de Uitvoerende Macht zou zijn —, maar wel bijzondere volmacht, al ware zij zelfs volstrekt en al zou zij een onbeperkt recht behelzen van wetgeving in de maat vereischt door het doel dat de Kamers zich voorstellen (3).

Ofschoon hij in het gebruik maken van het recht om bevoegdheid te verleenen een belangrijke evolutie van ons grondwettelijk regime ziet, sluit de heer Vanden Bossche, professor bij de Rechtsfaculteit van de Universiteit van Gent (4),

(1) L. WODON, over de zg. wet « der volmachten ». (*Bulletin de l'Académie royale de Belgique. — Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques*, 1927, b z. 268.)

(2) Id. blz. 292.

(3) Zie nl. *Verbr.* 28 April 1915. (*Passin.* 1915-1916, I, 132.)

(4) G. VANDEN BOSSCHE: « La loi des pleins pouvoirs et l'avenir du régime parlementaire » (B. J., 1926, col. 577.)

zich niettemin aan bij de rechtspraak van het Hof van Verbreking. Waar hij de beginselen, vastgesteld door de arresten van dit Hof ter gelegenheid van de volmacht aan den Koning gegeven bij de wet van 5 Augustus 1914, toepast op het geval van 1926, schrijft hij : « Het staat vast dat de overdracht van bevoegdheid van 16 Juli (1926) niet *algemeen* is. Zij is *speciaal* door haar doel dat er in bestaat den frank te herstellen en de muntstabilisatie voor te bereiden; door haar voorwerp, waarvan de bepaling voortvloeit uit de opsomming der toegelaten maatregelen; ten slotte, door het bepalen van een termijn binnen denwelke de machtoverdracht haar uitwerking zal moeten hebben... »

Het lijkt onnoodig er op te wijzen dat deze aanhaling minstens evenzeer toepasselijk is op onderhavig ontwerp als op de wet van 16 Juli 1926.

Bij de behandeling van de begroting in de Kamer drukte de heer Vandervelde zich uit als volgt (1) : « ... Ik acht dat de maatregelen van bijzondere volmacht die men voorstelt, beslist in strijd zijn met de Grondwet. Men beroept zich op hetgeen zich in 1926 voordeed. Men vergeet dat alsdan de Regeering de vertegenwoordiging was van bijna de heele Kamer. Gedurende den oorlog eveneens werden ongrondwettelijke maatregelen getroffen door een Regeering die alleen het land vertegenwoordigde. Doch heden staan wij tegenover een wankele Regeering, waaraan de Kamer slechts onder voorbehoud haar vertrouwen schenkt, zoodat daaraan elke zedelijke waarde ontbreekt... »

Men aarzelt te gelooven dat deze passus uit het *Beknopt Verslag* volkomen overeenstemt met de verklaring van den geachten heer Vandervelde. Het lijkt weinig waarschijnlijk dat hij de maatregelen zou hebben verdedigd die in 1926 werden getroffen, en daarvan tevens den ongrondwettelijken aard zou hebben erkend. Het is buiten kijf dat de heer Vandervelde de wet van 16 Juli 1926 beschouwt als geenszins in strijd met den eerbied voor den grondwettelijken eed, vermits hij deel uitmaakte van de Regeering die deze wet aan de Kamers voorstelde. Van een anderen kant, wanneer hij een onderscheid maakt tusschen den toestand in 1926 en thans, met zich te beroepen op een verschil in de samenstelling en de getalsterkte der meerderheid, is het duidelijk dat hij het juridisch en principieel terrein verlaat om het vraagstuk te plaatsen op het vlak der politieke verhoudingen, zooals zij h<sup>er</sup>m althans voorkomen.

\* \* \*

Onderzoeken wij nu de artikelen van het ontwerp betreffende het bepalen van nieuwe inkomsten en het beperken van zekere uitgaven.

Het eerste artikel, eerste paragraaf, 1<sup>o</sup>, stelt ten titel van « nationale crisisbijdrage » en alleen voor 1933, een bijzondere opklimmende taxe vast op de meeste inkomsten, doch met uitsluiting namelijk van de inkomsten der roerende goederen en blijkbaar ook van deze der schuldvorderingen die niet het karakter van « renten » dragen; deze laatste uitdrukking heeft hier dezelfde beteekenis als in de wetten betreffende de belastingen op het inkomen (zie onder meer art. 25 der desbetreffende samengeschakelde wetten).

Het geldt niet een cedulaire belasting, om de terminologie te hernemen van onze belastingwetten op de inkomsten, doch wel een personeele bijkomende belasting, waarvan het bedrag, progressief tot een maximum van 4 t. h., zal klimmen, volgens een te bepalen stijging, naar gelang het bedrag van het totaal der bedoelde inkomsten, in den persoon van denzelfden belastingbetaler.

Een lid van de Commissie vroeg in welke voorwaarden bedoelde belasting zal worden toegepast op de inkomsten van vaste goederen. Zal men als basis

(1) *Beknopt Verslag van de Kamer*, vergadering van 27 December 1932, blz. 26.

van de belasting het werkelijk of het vermoedelijk inkomen nemen, zooals bij de wet van 29 October 1919, of het kadastraal inkomen, zooals de huidige wetgeving voorziet in zake de vaste goederen waarvan de herziening is gebeurd? De Minister van Financiën antwoordde — en het lid dat de vraag stelde verzocht uw verslaggever deze verklaring op te teekenen — dat de taxe zal berekend worden op het werkelijk inkomen, dat de belastingbetaler feitelijk geniet in geld of in natura.

Hier dient er op gewezen dat deze basis van taxering merkelijk verschillen zal van deze der grondbelasting. Gezien het groote belang van deze kwestie en om alle dubbelzinnigheid te voorkomen, blijkt het wenschelijk dat bij de behandeling in openbare vergadering, dit gedeelte van het verslag door den Minister van Financiën zou bevestigd of gewijzigd worden, naar gelang de wijze, waarop zijn verklaring begrepen en samengevat werd, al dan niet aan zijn bedoeling beantwoordt.

Hetzelfde lid wees erop, gesteund door de groote meerderheid der Commissie, dat het wenschelijk ware dat, in strijd met elke andersluidende overeenkomst, de taxe zou dienen te wegen op den eigenaar en niet op den huurder.

De Minister van Financiën sloot zich bij deze meening aan. De oplossing vloeit overigens voort uit den persoonlijken aard van de belasting die niet het vaste goed doch wel den belastingplichtige treft, op grond van de gezamenlijke inkomsten overeenstemmend met de door de wet opgesomde grondslagen.

Hetzelfde lid vroeg nog hoe de nieuwe belasting zou worden geïnd op de opbrengsten der beboschte eigendommen. De toepassing van de grondbelasting op deze categorie onroerende inkomsten gaf sedert lang aanleiding tot betwisting, doch het bezwaar is hier van buitengewonen aard omdat het gaat, niet om een blijvende belasting waarvan de jaarlijksche of afwisselende invordering op stuk van zaken moet leiden tot gelijkwaardige resultaten, doch wel om een tijdelijke belasting die enkel de inkomsten van een jaar treft en die het bijgevolg onbillijk ware totaal in te vorderen op de opbrengst van de hakken in 1933 gedaan en waarvan de waarde het inkomen vertegenwoordigt van een langer tijdperk waarvan de duur overeenstemt met het voorbereiden der gewone hakken. Met des te meer reden moet een onderscheid worden gemaakt waar het geldt een buitengewonen hak die gedeeltelijk een tegeldemaking van kapitaal uitmaakt.

De Minister antwoordde dat deze vraag zou worden onderzocht, doch niet onmiddellijk kon worden opgelost.

Wat betreft de nieuwe lasten voorzien in paragraaf 2 van artikel 1 van het ontwerp, drukten verschillende leden den wensch uit de nalatenschappen in opgaande linie minder zwaar te zien treffen en het bedrag der rechten daarop slechts tijdelijk te zien verhoogen en enkel voor den duur door de noodwendigheid opgelegd.

Andere leden vroegen dat de geringe nalatenschappen zouden ontsnappen aan de door het ontwerp voorziene bijkomende rechten.

Uit de verklaringen van den Minister van Financiën blijkt dat de bedoelde maatregel een algemeen karakter zal dragen, onder voorbehoud nochtans van de progressiviteit der taxe.

Door de Regeering werd verklaard bij de behandeling van het ontwerp in de Kamer dat de zoogenaamde « nationale crisisbijdrage » hoogstens 450 millioen frank zal mogen opbrengen. De belastingen voorzien bij paragraaf 2

van het eerste artikel zijn in haar geheel krachtens den tekst van de wet tot hetzelfde bedrag beperkt. De Regeering wil aan de belastingbetalers een opoffering van 1,450 millioen te vragen. Het verschil tusschen dit laatste bedrag en de som van 900 millioen, totale opbrengst die wordt verwacht van de toepassing van het eerste artikel, eerste paragraaf, 1<sup>o</sup> en paragraaf 2, zal namelijk worden verkregen door een zekere verhooging der tol- en accijnsrechten, voor welken maatregel de Regeering reeds op dit oogenblik misschien voldoende gewapend is, vooral door de wet van 10 Juni 1920.

Dienaangaande drukte een lid van de Commissie de vrees uit dat de lasten voortspruitende uit de verbruiksbelastingen zouden overdreven worden. Sprekende over het principe van de ter zake aan de Regeering verleende volmacht, meende hetzelfde lid dat de Regeering volgens den geest der van kracht zijnde wetten, van deze volmacht slechts gebruik mag maken met het doel de nationale economie te beschermen, met uitsluiting van elk zuiver fiscaal doel. Deze opvatting kon wegens gemis van tijd niet besproken worden en schijnt overigens sterk twijfelachtig.

Artikel 4, dat de vergoeding voor de miliciens betreft, zal toepasselijk zijn van 1 Januari 1933 af. Een gedeelte der miliciens die reeds onder de wapens zijn en die tot nog toe de vergoeding ontvingen, zullen ze dus verliezen.

Deze maatregel zal pijnlijk worden aangevoeld als een aanslag op verworven toestanden. De Regeering acht hem onmisbaar.

In denzelfden gedachtengang zegt de Memorie van Toelichting dat het niet mogelijk was, op gevaar zich bloot te stellen aan al te ingewikkelde toestanden, een onderscheid te maken volgens de inkomsten of de behoeften van de miliciens. Zonder met nadruk een onmiddellijke wijziging van de bepalingen in verband met de bezoldiging der miliciens te vragen, is het te hopen dat de dienaangaande door de Regeering voorgestelde maatregelen geen definitieve oplossing van het vraagstuk brengen. Van het oogenblik dat de vergoeding niet meer aan al de miliciens noch aan bepaalde categorieën daarvan wordt uitbetaald, komt het voor dat een onderscheid moet worden gemaakt volgens den toestand van de belanghebbenden. Het zou bezwaarlijk opgaan dat een gehuwd doch bemiddeld milicien een vergoeding zou trekken wanneer zijn ongehuwde makker, kostwinner van een behoeftig gezin, haar niet zou ontvangen. Veel onzer waren in de gelegenheid in voeling te komen met jonge lieden die flink hun militairen dienstplicht vervulden, doch leden bij de gedachte aan de ellende waarin hunne afwezigheid hun gezin dompelde. Men zou, naar onze meening, moeten terugkeeren tot het vroeger begrip van het « kostwinnerschap ». Ondanks sommige bij de toepassing onvermijdelijke bezwaren, was dit begrip door de administratieve rechtspraak behoorlijk genoeg ontbolsterd om in de mate van het mogelijke elke willekeur te voorkomen.

\* \*

Bij de artikelen 5 en volgende, bepaalt of schrijft het ontwerp sommige maatregelen voor met het oog op de werking van de diensten der ontvangsten en uitgaven. De meeste dezer bepalingen zijn enkel een aanpassing aan de huidige omstandigheden en wel aan het niet bestaan van ontwerpen van begrootingswetten voor het einde van het jaar ingediend, van de wetsbepalingen waarbij de Kamers plegen de noodige kredieten ter beschikking van de Regeering te stellen voor de goedkeuring der begrootingen, en het voortbestaan te verzekeren van de toepassing der reeds geldende belastingwetten, mits het beginsel hunner jaarlijkschheid te eerbiedigen.

\* \*

Artikel II van het ontwerp beoogt den toestand van de Schatkist te verzekeren, in afwachting van de plaatsing van de bij de wet van 15 September 1932 reeds toegelaten leeningen. Deze maatregelen bestaan in uitgiften op korten termijn, beperkt tot het bedrag der bedoelde leeningen. Deze bijzondere maatregelen zijn des te noodzakelijker daar, zooals in den aanvang van dit verslag reeds is gezegd, het innen der belastingen groote vertraging lijdt.

\* \* \*

Uwe Commissie bekommerde zich in zooverre om dezen laatsten toestand dat zij een bespreking hield over het stelsel van onze rechtstreeksche belastingen en over de middelen om er de betaling en de invordering van te bespoedigen. Ofschoon streng gesproken deze kwestie buiten het kader van het aan den Senaat voorgelegde ontwerp valt, ligt zij toch in dezelfde lijn.

Artikel 2 van het ontwerp zal de eigenlijke invordering bespoedigen, doch slechts in zeer geringe mate.

Verscheidene leden drukten hun verbazing uit over het hooge bedrag van den achterstand. De Commissie is evenwel van oordeel dat, zoo de geldende methodes kunnen verbeterd worden, dit toch niet geheel van de administratie afhangt, doch zekere organieke hervormingen vergt.

Het bestuur van Financiën, en namelijk het bestuur van de Rechtstreeksche Belastingen, heeft sedert den oorlog een lofwaardige krachtsinspanning zonder voorgaande gepresteerd, vooral wanneer men nagaat hoe talrijk en hoe ingewikkeld op dit gebied de aangenomen wetten zijn en hoe ze voortdurend werden gewijzigd.

Het blijkt dan meer en meer onmisbaar deze wetgeving te codificeeren, om hare toepassing tevens gemakkelijker voor het bestuur en klaarder voor den belastingsbetaler te maken.

Een lid gaf uiting aan de vrees dat een dergelijke hervorming niet kon beschouwd worden als uitgesloten door de bepaling bij artikel 6 van het ontwerp. De Minister van Financiën verklaarde — en uw verslaggever werd verzocht daarvan acte te nemen — dat de Regeering geenszins de bedoeling heeft zich op dit artikel te beroepen om zich te verzetten tegen een mogelijke herziening van de fiscale wetgeving.

In afwachting van een volledige hervorming, drukte de Commissie den wensch uit dat het bestuur aan de belastingplichtigen, bij den aanvang van het jaar, formulieren van aangifte zou doen geworden; dat het vervolgens zou overgaan, binnen den kortst mogelijken tijd, tot het onderzoek daarvan, daarna, althans voorloopig en onder voorbehoud van nazicht, tot een aanslag overeenkomstig de aangifte gevolgd door het ter rolle brengen en invorderen van de belasting binnen dezelfde grenzen. Deze verschillende formaliteiten brengen geen bezwaar met zich mede vermits zij zouden geschieden buiten elke betwisting en zelfs elken controlemaatregel. Zij zouden vlug kunnen geschieden en hunne uitvoering zou het binnenvloeien van een aanzienlijke gedeelte der op aangifte geïnde belastingen kunnen bespoedigen.

\* \* \*

Met 8 tegen 3 stemmen stelt uw Commissie aan den Senaat de goedkeuring van het ontwerp voor.

*De Verslaggever,*  
H. PIERLOT.

*De Voorzitter,*  
Baron DE MÉVIUS.